

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GENERALE
E/CN.4/SR.188
22 mai 1950
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT QUATRE-VINGT-HUITIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le Jeudi 11 mai 1950, à 14 heures 30.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international des droits de l'homme. Mesures de mise en oeuvre (E/1371, Annexe III, E/CN.4/164/Add.1, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11, E/CN.4/358, chapitre IX, E/CN.4/366, E/CN.4/419, E/CN.4/444, E/CN.4/452, E/CN.4/457, E/CN.4/474, E/CN.4/474/Corr.1, E/CN.4/487) (suite)

PRESENTS

<u>Président :</u>	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. TSAO	Chine
	M. SORENSEN	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. KYROU	} Grèce
	M. THEODOROPoulos	
	Mme MENTA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	M. HOARE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentant d'une institution spécialisée :

M. LEMOINE	Organisation internationale du Travail (OIT)
------------	--

Représentantes d'organisations non gouvernementales de la catégorie A :

Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)
Mme SPRAGUE	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies

Représentantes d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

M. NOLLE	Comité des églises pour les affaires internationales
M. MOSKOWITZ	Conseil consultatif d'organisations juives
M. HALPERIN	Comité de coordination d'organisations juives
Mlle ROBB	Fédération internationale des femmes diplômées des universités
M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
M. GARTLAN	Union internationale des ligues féminines catholiques
M. MARCUS	Congrès juif mondial

Secrétariat :

M. SCHWELB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. SCHACHTER	Directeur par interim, Division des questions juridiques générales
M. DAS	Secrétaire de la Commission
Mlle KITCHEN	Secrétariat

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME : MESURES DE MISE EN OEUVRE (E/1371, Annexe III, E/CN.4/164/Add.1, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11, E/CN.4/358, chapitre IX, E/CN.4/366, E/CN.4/419, E/CN.4/444, E/CN.4/452, E/CN.4/457, E/CN.4/474, E/CN.4/474/Corr.1, E/CN.4/487) (suite)

1. La PRESIDENTE invite la Commission à poursuivre la discussion de la proposition commune concernant les mesures de mise en oeuvre (E/CN.4/474). Pour les deux premiers paragraphes de l'article 2, il n'a été présenté aucun autre texte et s'il n'y a pas d'objection, la Présidente va mettre ces paragraphes aux voix.

Par 13 voix contre zéro, le paragraphe premier de l'article 2 est adopté.

Par 13 voix contre zéro, le paragraphe 2 de l'article 2 est adopté.

2. En réponse à M. KYROU (Grèce), la PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, dit qu'en ce qui concerne le paragraphe e)3, elle donne son appui au texte B car il permettrait aux Etats de désigner des personnes pour faire partie du comité pour une période de moins de cinq ans. Aux termes du texte A, bien des personnes parfaitement qualifiées ne pourraient être nommées s'il leur était impossible de faire partie du comité pendant cinq ans ou si elles n'étaient pas disponibles au moment où les nominations seraient faites. Le texte B présente en outre l'avantage de ne pas obliger non plus les Etats à nommer des personnes pour une période inférieure à cinq années.

3. M. CASSIN (France) préfère le texte A qui limite la validité des nominations à cinq années mais qui, si on le considère conjointement avec l'article 3, permettrait également aux pays de présenter de nouveaux candidats au bout de deux ans. Ce texte est de nature à satisfaire tous les intérêts légitimes des Gouvernements et permet également d'établir une liste permanente de candidats susceptibles d'être élus, au cas où le besoin s'en ferait sentir.

4. A son avis, le texte B présente en outre un grave défaut en ce qu'il permet aux Etats de modifier constamment la liste des candidatures présentées. Au lieu d'une liste permanente, le Secrétaire général se trouverait en face d'une liste dont la composition changerait constamment et de grosses difficultés pourraient surgir s'il devenait nécessaire de désigner une personne pour faire partie du comité, aux termes des dispositions de l'article 16.

5. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique

craint que le texte A, si on le lit conjointement avec l'article 3, ne prive les Gouvernements de la possibilité de désigner de nouveaux candidats, pendant une période de cinq ans, aux fins d'inscription sur la liste des personnes susceptibles d'assurer les fonctions de membres du Comité au cours de cinq années. Afin que les meilleurs candidats possibles soient présentés pour faire partie du Comité, il serait préférable d'adopter le texte B qui permettrait aux Gouvernements de présenter des candidatures valables pour un laps de temps quelconque, qui ne devrait pas excéder cinq années. La Présidente ne voit pas comment, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 étant ce qu'elles sont, il pourrait se faire qu'un pays n'ait aucun ressortissant figurant sur la liste. A son avis, il est essentiel que la période de présentation de candidatures soit élastique.

6. En réponse à M. MENDEZ (Philippines), elle explique que le paragraphe 3 n'a trait qu'à la durée de la période de présentation des candidats et non pas celle de leur mandat.

7. M. HOARE (Royaume-Uni) s'associe aux observations du représentant de la France. La Commission a admis le principe de la création d'un organe permanent. Il semblerait donc judicieux que les dispositions prévues pour la composition du Comité proposé présentent un certain caractère de permanence et de continuité.

8. Le texte A stipule simplement que les désignations de candidats ne seront pas valables pendant plus de cinq ans. En procédant au choix des candidats, l'Etat ne doit pas perdre de vue les responsabilités que ceux-ci devront assumer non plus que le fait que les candidats présentés doivent être en mesure de laisser figurer leur nom sur la liste pendant cinq ans. Le texte B offre cette difficulté qu'il donnerait aux Etats le pouvoir de procéder à des nominations pour de courtes périodes. Le Gouvernement qui aurait procédé à une nomination serait ainsi en mesure d'agir à sa convenance et pourrait même se laisser guider par des considérations politiques pour modifier la liste des candidats présentés. Ce serait la chose extrêmement imprudente.

9. Le principe qui a inspiré le texte A est le plus acceptable; aussi, pour cette raison comme pour des raisons de simplicité d'application, doit-il être adopté de préférence au texte B.

10. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, rappelle que la Commission n'a pas pris position au sujet de la permanence des présentations, mais seulement sur la permanence des modalités de mise en oeuvre.

11. Les personnes qualifiées sont souvent très occupées et incapables de fournir leurs services pendant une période aussi longue que cinq années. De plus, il peut se produire des situations spéciales, où l'on a besoin pendant une brève période d'une personne possédant des connaissances particulières. Si cette personne ne peut fournir ses services pendant la totalité de cinq années, il serait impossible au comité, aux termes des dispositions du texte A, de s'assurer ces services; aussi, la Présidente estime-t-elle préférable le texte B.

12. M. CASSIN (France) souligne qu'aux termes de l'article 3, les Gouvernements seront toujours libres d'exprimer leurs désirs. La liste des candidats serait revuée tous les deux ou trois ans, et il est improbable que les quatre candidats présentés par un Etat donné se retirent au cours d'une période aussi courte. Il préfère donc, comme le représentant du Royaume-Uni, le texte A. De plus, les modalités envisagées par le texte B entraîneraient trop de travail pour le Secrétariat et pourraient se révéler extrêmement incommodes et coûteuses. Il estime que le texte A tient parfaitement compte des objections soulevées par la délégation des Etats-Unis.

13. En réponse à la Présidente, il précise qu'il faudrait procéder à de nouvelles présentations pour chaque élection. Les présentations prévues par les dispositions du texte A n'auraient pas nécessairement effet pendant cinq ans, car dès qu'on procéderait à de nouvelles présentations, les anciennes présentations deviendraient périmées.

14. Mme MEHTA (Inde) déclare que le paragraphe 3 est en fait inutile à cause des dispositions de l'article 3. Il faudra procéder à de nouvelles présentations après chaque élection. Les auteurs de la proposition commune ont tenu, cependant, à prévoir l'établissement d'une liste qui permettra de pourvoir aux vacances éventuelles, et il lui semble que tel est le principal objet du paragraphe 3.

15. M. SORENSEN (Danemark) n'est pas entièrement d'accord avec la représentante de l'Inde. On a besoin d'une liste de candidats pour pouvoir choisir les candidats à toutes les élections et pour choisir un membre du Comité aux termes de l'article 16.
16. On a besoin d'une liste de candidats pour chaque élection, liste qui ne doit pas nécessairement être permanente, car de nouveaux candidats pourraient être désignés pour chaque élection. On a toutefois besoin d'une liste permanente aux fins de l'article 16. A titre de transaction, il propose de supprimer le paragraphe 3 et d'ajouter à l'article 3 la phrase suivante: "Les présentations garderont effet jusqu'à l'élection ordinaire suivante prévue par l'article 7". On procéderait tous les deux ou trois ans à de nouvelles présentations qui garderaient effet jusqu'à la prochaine élection. On pourrait pourvoir aux vacances et aux désignations prévues par l'article 16 en choisissant des candidats figurant sur la liste existante.
17. M. KYROU (Grèce) déclare qu'il faut prévoir une liste permanente de candidats. Il estime donc qu'il faudrait modifier le texte A de l'article 2 du paragraphe 3, de la manière suivante: "Une présentation pourra être faite pour une longue période n'excédant pas cinq ans, mais la même personne pourra être présentée à nouveau".
18. En réponse à M. MENDEZ (Philippines), il déclare que le mot "longue" a pour objet d'empêcher la présentation de nouveaux candidats tous les deux ou trois mois.
19. M. SORENSEN (Danemark) explique qu'aux termes de son amendement, la liste des personnes présentées resterait valable jusqu'à la période de trois mois précédant l'élection, conformément aux dispositions de l'article 3.
20. M. CASSIN (France) ne peut accepter la suppression du paragraphe 3 de l'article 2 et ne peut donc accepter l'amendement du Danemark s'il est incorporé à l'article 3. Il faut interpréter le texte A comme signifiant que les présentations resteraient valables pendant au maximum cinq ans, mais qu'en pratique, la liste des candidats pourrait être révisée tous les deux ou trois ans, c'est-à-dire lorsque le Secrétaire général invite les Etats à présenter des candidats à une nouvelle élection. On aurait pu envisager la formule "les présentations seront valables pendant l'intervalle entre deux élections ordinaires".

mais M. Cassin estime que cette formule est trop rigide et qu'il serait préférable de fixer un maximum, ce qui se révélerait en fait moins restrictif pour les Etats.

21. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, pourrait accepter l'amendement du Danemark s'il était clairement spécifié qu'on présenterait pour chaque élection une nouvelle liste de candidats.

22. M. CASSIN (France) souligne que l'amendement du Danemark va beaucoup plus loin que le texte A, car il limite encore davantage la liberté d'action des Etats.

23. M. ORIBE (Uruguay) demande pourquoi le groupe de rédaction a fixé un délai limite pour la validité des présentations et pourquoi ce délai limite est de cinq ans. Il aimerait savoir, en outre, pourquoi dans le texte A, on s'est arrêté à une formulation négative et il propose à la Commission le libellé suivant:

" Une présentation sera valable pendant cinq ans, à moins que l'Etat qui en a pris l'initiative ne décide expressément de l'annuler".

M. Oribe ne peut se prononcer nettement sur le paragraphe tant que ces points n'auront pas été éclaircis.

24. En réponse à une question de M. NISOT (Belgique), la PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, précise que les présentations pourront se faire par correspondance, mais qu'il n'en va pas de même des élections.

25. Mme MEHTA (Inde) fait observer que, lorsque le système commencera à fonctionner, certains membres quitteront le Comité au bout de deux ans, et d'autres au bout de trois ans, mais que les membres qui seront élus par la suite resteront en fonction pendant cinq ans. Elle ne verrait aucun inconvénient à ce que les élections ultérieures eussent lieu par correspondance, mais elle estime que la première ne devrait pas avoir lieu de cette manière. Elle signale que le texte est muet quant à la manière dont l'élection devra avoir lieu.

26. M. CASSIN (France) pense que les présentations peuvent être faites par correspondance, mais qu'il ne saurait en être de même pour les élections. Si la proposition visant à faire élire les membres du Comité par la Cour internationale de Justice est rejetée, c'est à la Commission qu'il appartiendra d'assumer la responsabilité du système qu'elle aura adopté.

27. M. Cassin répète qu'il ne saurait accepter l'amendement danois si cet amendement vise l'article 3; toutefois, si ledit amendement doit remplacer la première moitié du texte A du paragraphe 3 de l'article 2, il l'appuiera.

28. M. SORENSEN (Danemark), répondant à M. ORIBE (Uruguay), indique que la liste des candidatures présentées restera valable jusqu'à ce qu'une nouvelle liste ait été adressée en vue de l'élection régulière suivante. Il accepterait, si cela doit satisfaire M. Oribe, de remanier l'amendement danois de la manière suivante :

" Les présentations resteront valables jusqu'à ce que de nouvelles présentations soient faites en vue de l'élection régulière suivante ".

Toutefois, le représentant de l'Uruguay s'estimerait peut-être satisfait si ce point était précisé dans les comptes rendus analytiques.

29. M. Sorensen n'insiste pas pour que son amendement soit incorporé à l'article 3; il accepte la proposition française visant à considérer cet amendement comme devant remplacer la première partie du paragraphe 3 du texte A.

30. M. WHITLAM (Australie) se demande pourquoi l'article 3 devrait traiter des présentations de candidatures, alors que l'article 2 a trait à la liste des candidats présentés.

31. Passant à l'article 7, il constate qu'aux termes de cet article, les membres du Comité seront élus pour cinq ans. Seuls certains membres élus à la première élection ne resteront en fonctions que deux ans. Par la suite, les élections auront lieu tous les cinq ans. M. Whitlam estime, en conséquence, qu'étant donné les dispositions de l'article 7, le texte initial du paragraphe 3 est satisfaisant, puisque l'on disposera toujours d'une liste de candidats dans laquelle on pourra choisir des membres au fur et à mesure des besoins.

32. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, accepte^{que} l'amendement danois soit inséré dans le paragraphe 3.

33. M. TSAO (Chine) n'interprète pas l'article 7 de la même manière que le représentant de l'Australie. Au bout de deux ans, il faudra élire quatre nouveaux membres, qui resteront en fonctions pendant cinq ans. Il y aura alors, dans le Comité, trois membres qui n'auront plus à y siéger que pendant trois ans. Il en résultera un chevauchement, qui obligera à procéder à des élections régulières tous les deux ou trois ans.

34. La PRESIDENTE partage la manière de voir du représentant de la Chine. Répondant, en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, à une nouvelle question, elle précise qu'un Gouvernement ne saurait annuler une présentation de candidature que si le candidat a exprimé lui-même le désir de démissionner ou s'il n'est plus en mesure de participer aux travaux du Comité.

35. M. SØRENSEN (Danemark) se rallie aux observations formulées par la Présidente. Les présentations de candidatures ne doivent pas être effectuées parce qu'on estime qu'elles permettront de traiter tel ou tel litige particulier; elles doivent être permanentes. Bien entendu, si un candidat ne peut plus participer aux travaux du Comité, il pourra toujours retirer sa candidature.

36. M. CASSIN (France) partage le point de vue de la Présidente et du représentant du Danemark. Il précise que l'on invitera les Etats à présenter quatre candidats, afin d'être sûr qu'il y aura toujours ^{sur} une liste de candidats un représentant au moins de chaque Etat.

37. M. SØRENSEN (Danemark) confirme au représentant du Liban que l'amendement danois vise à fixer, non seulement un délai maximum, mais aussi un délai minimum pour la validité des présentations de candidatures. Etant donné que les élections n'auront pas lieu régulièrement tous les deux ans, sa proposition est, à son avis, la meilleure solution.

38. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, indique que les Gouvernements auront le droit de proposer un remplaçant, en cas de décès ou de démission d'un candidat.

39. M. ORIBE (Uruguay) juge la procédure envisagée trop compliquée. On pourrait fixer la durée du mandat des membres à six ans, en divisant cette période en parties égales, de deux ou trois ans chacune. A son avis, toutefois, la première question à trancher est celle de la durée de la validité des présentations. Le paragraphe 3, sous sa forme actuelle, prévoit une liste trop aisément modifiable; il serait bon de dresser une liste ayant un caractère plus permanent. Aussi vaudrait-il peut-être mieux fixer la validité des présentations à dix ans et élire les membres du Comité pour une période de six ans, en procédant à des élections tous les deux ou trois ans pour remplacer les membres sortants.

40. La PRESIDENTE estime que la Commission doit, pour le moment s'en tenir à la recherche de la méthode à employer pour dresser une liste de candidats.

41. M. MALIK (Liban) estime que le texte devrait stipuler que l'on comblera automatiquement les vides fortuits, en puisant dans la liste de candidats.

42. En ce qui concerne l'amendement danois, il suffirait, à son avis, de fixer un délai minimum; un texte tel que le suivant : "Une présentation sera valable pour cinq ans au moins" devrait donc être tout aussi satisfaisant. On pourrait ajouter

une disposition prévoyant qu'en cas de décès ou de démission d'un membre du Comité l'Etat qui l'a proposé pourra présenter de nouveaux candidats. Il serait alors superflu de faire mention des renouvellements de présentations.

43. M. RAMADAN (Egypte) demande à la Commission de passer au vote sur les textes alternatifs proposés pour le paragraphe 3 de l'article 2.

44. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis d'Amérique, demande au représentant du Liban si l'addition du texte suivant au texte A, amendé par le représentant du Danemark, lui donnerait satisfaction : " Etant bien entendu qu'un Etat partie au pacte sera libre de proposer des remplaçants en cas de décès ou de démission de candidats présentés par lui".

45. M. HOARE (Royaume-Uni) constate que l'article 7 prévoit un système de roulement parmi les membres du Comité et touche, par conséquent, à la question des présentations de candidatures. Peut-être conviendrait-il, dans ces conditions, d'examiner l'article 7 avant de prendre une décision sur le paragraphe 3 de l'article 2.

46. C'est à dessein que l'on a prévu, au paragraphe 3 de l'article 2, un délai limite de cinq ans; on a voulu obliger ainsi les Gouvernements à revoir périodiquement, tous les cinq ans au moins, la liste des candidats qu'ils ont présentés et de les empêcher de se désintéresser de ces présentations, une fois qu'ils les ont faites. M. Hoare propose, afin de bien souligner ce point, de modifier la forme de l'amendement danois de la manière suivante : " Les présentations de candidatures seront valables cinq ans ou jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par de nouvelles présentations, conformément à l'article 3".

47. La question du remplacement des candidats dont le nom disparaît de la liste est tranchée par l'article 8. Rien n'empêche de combler les vides en permettant aux Gouvernements de proposer l'inscription de nouveaux candidats sur la liste. Il ne s'ensuit pas du texte de l'article 8 qu'une personne choisie pour combler le vide laissé par le décès d'un membre du Comité doive de toute nécessité être de la même nationalité que son prédécesseur.

48. M. SORENSEN (Danemark), tout en approuvant le mobile qui a inspiré la proposition du représentant du Royaume-Uni, préférerait ne rien changer à son propre amendement. On pourrait, à la rigueur, éclaircir la question en modifiant comme il convient l'article 8.

49. M. HOARE (Royaume-Uni) n'insiste pas sur sa proposition.

50. La PRESIDENTE fait observer que l'article 8 a trait à l'élection de membres du Comité, en cas de vacances fortuites, alors que les représentants du Liban et des Etats-Unis se préoccupent actuellement des vacances qui pourraient se produire dans la liste des candidats.

51. Mme MEHTA (Inde) estime que l'on devrait toujours avoir une liste complète de candidats afin de pouvoir faire face aux situations prévues à l'article 16. A son avis, un délai limite de cinq ans conviendrait.

52. La PRESIDENTE demande au représentant du Danemark s'il accepte que la clause proposée par les Etats-Unis soit ajoutée à son amendement.

53. M. SORENSEN (Danemark) pourrait accepter la proposition des Etats-Unis au nom de sa propre délégation, mais il pense qu'il serait peut-être préférable de procéder à un vote distinct sur la clause en question.

54. La PRESIDENTE invite la Commission à voter sur l'amendement danois au paragraphe 3 de l'article 2, dont le texte est le suivant : "Les présentations resteront valables jusqu'à ce que de nouvelles présentations aient été effectuées en vue de l'élection régulière suivante, aux termes de l'article 7. Une personne déjà présentée pourra être présentée à nouveau".

Par 14 voix contre zéro, avec une abstention, l'amendement danois est adopté.

55. La Commission passe ensuite à l'examen de la proposition des Etats-Unis, visant à ajouter à la première phrase du texte qui vient d'être adopté, la clause suivante :

"Etant bien entendu qu'un Etat partie au pacte sera libre de proposer des remplaçants, en cas de décès ou de démission de candidats présentés par lui".

56. M. MENDEZ (Philippines) fait observer que les mots "décès ou démission" n'englobent pas le cas où un membre du Comité viendrait à être expulsé pour incapacité.

57. La PRESIDENTE suggère que l'on pourrait combler cette lacune en ajoutant les mots "ou pour toute autre raison".

58. Mme MEHTA (Inde) juge le mot "démission" impropre : une personne dont la candidature a été présentée peut retirer sa candidature, mais non démissionner. Mme Mehta propose, en conséquence, de remplacer le mot "démission" par : "retrait de candidature".

59. M. SORENSEN (Danemark) craint que l'emploi de l'expression "toute autre raison" puisse être interprétée - ce qu'il faut éviter à tout prix - comme impliquant qu'un Gouvernement a le droit de faire rayer un candidat de la liste.

60. M. MENDEZ (Philippines) retire sa proposition.

61. M. CASSIN (France) juge superflu d'ajouter au paragraphe 3 la clause envisagée. Si le paragraphe 2 de l'article 2 permet aux Gouvernements de présenter jusqu'à quatre candidats, c'est précisément parce que l'on a fait entrer en ligne de compte la possibilité d'un décès ou d'un retrait de candidature éventuels.

62. M. HOARE (Royaume-Uni) partage la manière de voir du représentant de la France. Si les membres de la Commission ressentent réellement quelque inquiétude à l'idée des vides qui pourraient se produire dans la liste de candidats, rien ne les empêche d'autoriser la présentation d'un nombre plus grand de candidats. Selon M. Hoare, la substitution des mots "retrait de candidature" au mot "démission", serait inopportune; en effet, on pourrait en déduire qu'un Gouvernement a le droit de retirer une présentation de candidature, ce qu'il faut absolument éviter.

63. Mme MEHTA (Inde) partage le point de vue des représentants de la France et du Royaume-Uni et conclut qu'il est superflu d'ajouter au paragraphe 3 la clause envisagée.

64. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis, retire son amendement.

65. Elle invite la Commission à passer au vote sur l'ensemble de l'article 2.

Par 14 voix contre une, l'article 2 amendé est adopté.

Article 3

66. M. MAHAK (Liban) fait observer qu'alors que le paragraphe 3 de l'article 2, qui vient d'être adopté, parle de "présentations" sans plus, l'article 3 contient l'expression "procéder à la présentation de personnes aptes à remplir les fonctions de membres du Comité". Selon lui, il convient d'uniformiser, dans toute la mesure du possible, les expressions employées; en conséquence il propose de remplacer le membre de phrase qu'il vient de citer par les mots "présenter des candidats".

67. En raison du fait que la Commission a adopté l'amendement d'après le paragraphe 3 de l'article 2, il propose, en outre, de remplacer, dans la première ligne de l'article 3, l'article qui précède le mot "élection" par le mot "chaque".

68. M. CRIBE (Uruguay) se demande ce qui se passerait si des gouvernements refusaient de présenter des candidatures lorsque le Secrétaire général les y inviterait.

69. La PRESIDENTE juge cette éventualité peu probable. Un Gouvernement qui refuserait de présenter des candidats ne serait pas représenté sur la liste.

70. M. ORIBE (Uruguay) estime qu'il s'agit d'une question bien autrement grave. Un Etat qui aurait omis de présenter des candidats pourrait, par la suite, déclarer qu'il ne reconnaîtra aucune décision du Comité.

71. Mme MEHTA (Inde) fait observer qu'en signant le pacte, un Etat accepte automatiquement de se conformer à ses dispositions, y compris celles qui ont trait à la procédure à suivre pour présenter les candidatures.

72. M. ORIBE (Uruguay) rappelle que dans le cas d'un acte international aussi solennel qu'un traité de paix l'expérience a récemment montré que les parties à une telle convention ne respectent pas nécessairement ses dispositions.

73. La PRESIDENTE déclare que tout ce qu'on peut espérer, c'est que tous les intéressés feront preuve de bonne foi. Elle fait également observer que l'article 2 prévoit explicitement l'obligation de procéder à des présentations.

74. Elle demande aux auteurs de la proposition concernant les mesures de mise en oeuvre s'ils peuvent accepter les amendements libanais. Parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, elle déclare que sa délégation peut accepter ces amendements.

75. M. HOARE (Royaume-Uni) est également disposé à accepter ces amendements.

76. M. SORENSEN (Danemark) propose d'insérer le mot "régulière" après les mots "chaque élection" afin de tenir compte de l'objection formulée antérieurement par le représentant du Royaume-Uni au sujet des postes vacants.

77. M. CASSIN (France) est favorable à la suggestion danoise. Il estime que le cas des postes vacants est traité par l'article 8. Il pourrait accepter l'amendement du Liban visant à insérer le mot "chaque", mais n'estime pas vraiment nécessaire le deuxième amendement du Liban.

78. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, estime peu souhaitable d'insérer le mot "régulière", en raison de l'éventualité d'élections spéciales.

79. Mme MEHTA (Inde) partage l'opinion de la représentante des Etats-Unis. Elle rappelle également que l'article 8 ne contient aucune disposition distincte de procédure, mais porte simplement qu'en cas de vacance, il sera procédé selon les règles suivies lors de la première élection.

80. M. NISOT (Belgique) propose de remplacer les mots "de l'élection" par "d'une élection", de sorte que cette partie du paragraphe deviendrait : "trois mois au moins avant la date d'une élection...".

81. M. SORENSEN (Danemark) retire sa suggestion, mais propose de remplacer dans la première ligne le mot "du" par "au", de sorte que le membre de phrase se lirait comme suit : "... chaque élection au Comité...".

82. M. ORIBE (Uruguay) estime à la fois dangereuse et inutilement compliquée la procédure envisagée par l'élection. Il votera contre l'article 3 pour des motifs analogues dans l'ensemble à ceux qui l'ont conduit à voter contre l'article 2. Le système établi par l'article 3 rend précaire la permanence souhaitable. En modifiant la liste tous les deux ou trois ans, on aboutirait à une situation chaotique, on compromettrait l'indépendance des membres du Comité et on donnerait des pouvoirs trop étendus aux gouvernements.

83. M. CASSIN (France) estime que la Commission a répondu dans une large mesure aux objections du représentant de l'Uruguay dans les textes qu'elle a adoptés précédemment.

84. Au cours des délibérations auxquelles ont procédé les auteurs du document en cause, il a proposé d'insérer après le mot "présentation", les mots "s'ils ne l'ont déjà fait". Il se demande si l'insertion de ces mots donnerait satisfaction au représentant de l'Uruguay.

85. M. ORIBE (Uruguay) déclare que l'insertion de ces mots répondrait à l'une de ses objections. Elle ne calmerait pas cependant toutes ses craintes, car la composition de la liste changerait encore tous les deux ou trois ans. La durée pendant laquelle les personnes présentées figureraient sur la liste est trop courte et n'est pas conforme aux usages traditionnellement suivis pour l'établissement de listes de cet ordre. L'adoption des modalités envisagées à l'article 3 menace de compromettre un progrès du droit international qu'il a fallu longtemps pour réaliser.

86. M. CASSIN (France) estime que le représentant de l'Uruguay exagère quelque peu ces difficultés. Des modalités analogues à celles qu'on envisage dans le document en cause ont été adoptées au sujet de la constitution en 1907 de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye; ces modalités ne constituent donc pas une innovation en droit international.

87. En réponse à la Présidente, il propose formellement, à titre d'amendement à l'article 3, d'insérer les mots "s'ils ne l'ont déjà fait".

88. M. HOARE (Royaume-Uni) éprouve certains doutes au sujet de l'amendement français. A première vue, il semble y avoir une contradiction entre les dispositions de l'amendement danois au paragraphe 3 de l'article 2, que la Commission a adopté, et l'amendement que vient de soumettre le représentant de la France.
89. M. Hoare partage plusieurs des objections soulevées par le représentant de l'Uruguay. Il fait toutefois observer que c'est une chose de présenter des candidats pour une durée de trois et de deux ans et une toute autre chose de donner aux Etats le droit de procéder à de nouvelles présentations toutes les fois qu'il se produit une vacance au Comité.
90. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, partage les doutes du représentant du Royaume-Uni au sujet de l'amendement français.
91. M. MALIK (Liban) partage l'opinion du représentant du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Selon lui l'article 3 signifie qu'on peut procéder aux nouvelles présentations à la liste lorsque les anciennes présentations sont devenues caduques.
92. M. NISOT (Belgique) aurait préféré un système analogue à celui utilisé pour la Cour internationale de Justice.
93. M. CASSIN (France) déclare qu'on a interprété d'une manière absolument erronée l'objet de son amendement : loin de contredire l'amendement du Danemark, il est en fait conforme à cet amendement. Toutefois, puisque son amendement a été mal compris, il le retirera.
94. M. NISOT (Belgique) déclare que la présente discussion démontre que le texte de l'article 3 n'est pas clair du tout.
95. M. CASSIN (France) a décidé, après avoir réfléchi à nouveau à la question, de présenter à nouveau son amendement afin de préciser l'objet de l'article 3. Son amendement est devenu nécessaire en raison de l'amendement du Liban, et il souligne que son amendement est absolument compatible avec l'amendement danois au paragraphe 3 de l'article 2.
96. L'amendement danois prévoit essentiellement que les présentations resteront en vigueur jusqu'à la prochaine élection régulière. Il est tout à fait net sur ce point. L'amendement de M. Cassin sert uniquement à souligner cette validité des présentations.

97. M. HOARE (Royaume-Uni) se déclare satisfait des explications fournies par le représentant de la France. Il en conclut que l'insertion des mots en question exclurait toute possibilité de procéder à de nouvelles présentations en vue de pourvoir à des vacances fortuites au Comité. Il votera pour cet amendement.

98. M. MALIK (Liban) estime que la possibilité mentionnée par le représentant du Royaume-Uni est déjà écartée par le paragraphe 3 de l'article 2, de sorte que l'amendement de la France est inutile. L'article 3 ne s'applique qu'aux élections régulières.

99. La PRESIDENTE invite la Commission à procéder à un vote par division sur l'article 3.

100. La première partie de l'article, amendée par le Danemark et le Liban, est la suivante :

"Trois mois au moins avant la date de chaque élection au Comité,".

Cette partie est adoptée par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

101. La partie suivante de l'article 3 mise aux voix porte que : "le Secrétaire général des Nations Unies invite, par écrit, les Etats parties au Pacte".

Cette partie est adoptée par 12 voix contre une et une abstention.

102. La Commission vote ensuite sur l'amendement de la France, visant à insérer les mots : "s'ils ne l'ont déjà fait".

Cet amendement est adopté par 7 voix contre 3 et 4 abstentions.

103. M. MENDEZ (Philippines) propose de placer les mots "s'ils ne l'ont déjà fait" après les mots : "dans un délai de deux mois".

104. La PRESIDENTE estime irrecevable la suggestion des Philippines, le vote ayant déjà commencé.

La dernière partie de l'article 3, amendée par la France et le Liban, est adoptée par 13 voix contre zéro et une abstention.

105. M. MENDEZ (Philippines) s'est abstenu parce que la Commission n'a pas adopté sa proposition visant à modifier l'ordre de la phrase, proposition à laquelle il attachait une importance considérable.

106. M. NISOT (Belgique) déclare qu'il s'abstiendra lors du vote de l'ensemble de l'article parce qu'il juge inutilement compliqué le système d'élection envisagé. Il préférerait un système analogue à celui de la Cour internationale de Justice.

107. La PRESIDENTE invite la Commission à voter sur l'ensemble de l'article 3 dans sa teneur modifiée.

L'article 3 dans sa teneur modifiée est adopté par 10 voix contre une et 3 abstentions.

108. M. KYROU (Grèce) demande à la Présidente l'autorisation de formuler quelques observations sur une autre question, parce qu'il devra bientôt quitter la séance. Il attire l'attention de la Commission sur l'état des incidences financières de la proposition commune concernant les mesures de mise en oeuvre, état établi par le Secrétaire général (E/CN.4/474/Add.1).

109. En tant qu'ancien membre de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, M. Kyrou estime que les incidences financières de la proposition commune risquent de provoquer certaines difficultés techniques. Il conseille donc aux auteurs de la proposition commune de se concerter avec le Secrétariat.

110. La PRESIDENTE exprime l'espoir que le représentant de la Grèce sera présent lors de la discussion de l'article 4, qui portera en partie sur une question d'une importance capitale en ce qui concerne le dispositif de mise en oeuvre que doit adopter la Commission : la question de savoir si ce sont les Etats parties au pacte, ou bien la Cour internationale de Justice, qui doivent être chargés de l'élection des membres du Comité des droits de l'homme que l'on se propose de créer.

111. M. KYROU (Grèce) répond que sa délégation est en faveur de l'élection des membres du Comité par les Etats qui auront ratifié le pacte et que, le moment venu, son suppléant votera en ce sens.

112. M. ORIBE (Uruguay) suggère que la Commission devrait examiner l'article 5 avant l'article 4 puisque l'article 5 contient les dispositions fondamentales, sur lesquelles il faut que la Commission se prononce.

113. La PRESIDENTE demande au représentant de la France de présenter les textes alternatifs que sa délégation a proposés pour l'article 4 et pour l'article 5.

Articles 4 et 5

114. M. CASSIN (France) fait remarquer qu'il y a deux conceptions différentes en ce qui concerne la nature du comité proposé. L'une consiste à tenir pour établi que, puisque certains Etats seulement ratifieront le pacte, le comité qui sera responsable de sa mise en oeuvre ne doit être élu que par ces seuls Etats.

Les arguments sont nombreux en faveur de cette attitude. La délégation française reconnaît qu'il faut protéger les intérêts des Etats qui ratifient la convention. Mais, dans l'ensemble, elle estime qu'un plus grand nombre d'arguments positifs militent en faveur de l'autre conception. La Cour internationale de Justice est, pour les questions non politiques, l'organe suprême des Nations Unies, et son patronage donnerait du prestige au nouveau comité. Il ne peut être question de partialité, puisque la Cour fonctionne comme une entité, quelle que soit la nationalité de ses divers membres.

115. Si le comité était élu par les Etats parties au pacte, on risquerait de créer une petite société à l'intérieur de la société qu'est l'Organisation des Nations Unies. En outre, il devrait être procédé à l'élection, soit par convocation d'une assemblée, soit par correspondance ; dans ce dernier cas, il serait difficile d'assurer une répartition géographique équitable et la parfaite compétence des personnes désignées, tandis que, dans le premier cas, cette assemblée se tiendrait, selon toutes probabilités, au cours d'une session de l'Assemblée générale et il y aurait quelque danger que l'organe de plus grande envergure exerçât une influence sur celui de moindre importance.

116. M. NISOT (Belgique) propose un amendement à l'article 5, amendement selon lequel la première phrase aurait la teneur suivante : "le Comité est élu sur la liste ci-dessus par les Etats parties au pacte qui se seront fait représenter à une réunion tenue aux fins de l'élection sur convocation du Secrétaire général."

117. M. ORIBE (Uruguay) rappelle que le représentant du Chili, à la séance précédente, a présenté des observations d'ordre technique et juridique à propos de cette question. La Commission ne peut prendre de décision avant de savoir si la Cour internationale de Justice peut ou non se charger d'une telle fonction sans modification de son Statut. M. Oribe suggère à la Commission de demander des renseignements sur ce point à un membre du Département des affaires juridiques du Secrétariat.

118. M. SCHACHTER (Secrétariat) observe que bien que les activités d'ordre juridique de la Cour internationale de Justice soient limitées par son Statut, le cas s'est présenté d'instruments internationaux prévoyant, pour la Cour, des fonctions extra-juridiques, dont elle s'est acquittée. Il s'agirait de la désignation d'arbitres ou de médiateurs et on peut trouver là l'indication que la Cour n'estimait pas qu'il lui fût interdit d'assumer des responsabilités extra-juridiques. Il n'en appartient pas moins à la Cour de décider de cette question

et, si bon lui semble, elle est libre de refuser de se charger de fonctions de cette nature.

119. En réponse à une question de la PRESIDENTE, M. SCHACHTER (Secrétariat) dit qu'il existe des précédents où des fonctions extra-juridiques ont été assumées par la Cour elle-même, ainsi que par le Président de la Cour, dans l'exercice de ses fonctions. Il mentionne en particulier la nomination par la Cour elle-même de membres de tel ou tel tribunal arbitral mixte, institué en vertu du traité de Paris de 1930.

120. M. VALENZUELA (Chili) comprend l'attitude adoptée par le représentant de la France, mais il estime essentiel que la Commission ne se prononce pas avant qu'on ait complètement élucidé la question du statut de la Cour internationale de Justice et de sa compétence en la matière. La Commission doit se montrer extrêmement prudente en créant un tel précédent. Une fonction extra-juridique de cet ordre ne saurait être imposée à la Cour, qui est libre d'accepter ou de refuser de s'en charger. Le représentant du Chili fait remarquer qu'en cas de refus, la ratification des Etats deviendrait nulle et non avenue et tout le travail de la Commission en ce qui concerne les mesures de mise en oeuvre du pacte serait vain. La Commission doit consulter la Cour avant de prendre une décision en ce qui concerne la procédure en question.

121. En raison de la complexité de la question, la délégation du Chili ne peut appuyer la proposition tendant à faire élire le comité par la Cour internationale de Justice.

122. M. MALIK (Liban) partage l'opinion du représentant du Chili. Il n'estime pas que le Secrétariat ait cité aucun précédent réellement analogue au cas en discussion. La Commission est en train de mettre sur pied un organisme en vue de la protection des droits de l'homme ; ce serait, pour la Cour internationale de Justice, assumer une lourde responsabilité et s'écarter nettement de ses fonctions normales. M. Malik se demande en outre si la Cour, dont l'expérience est strictement d'ordre juridique, serait parfaitement compétente pour traiter de questions où les droits de l'homme seraient en jeu. La Commission devra décider tôt ou tard jusqu'à quel point elle désire que des considérations juridiques viennent peser sur le dispositif de protection des droits de l'homme. M. Malik est convaincu, pour sa part, que la Commission devrait s'efforcer de réduire l'importance de l'élément juridique en cette question et mettre davantage l'accent sur ses autres aspects. Il regrette de ne pouvoir appuyer la position de la délégation française, mais il estime qu'un principe fondamental est en jeu ; il

se prononcera donc en faveur de l'élection par les Etats.

123. M. SORENSEN (Danemark) partage, dans une certaine mesure, l'opinion du représentant du Liban en ce qui concerne la trop grande importance donnée à l'aspect juridique de la question. Il fait toutefois remarquer que la Commission a travaillé, pendant toute la durée de sa session, à élaborer un instrument créant juridiquement une obligation. Si un tel instrument doit exister, certaines questions d'ordre juridique doivent forcément être envisagées.

124. Il reste toutefois à examiner les difficultés d'ordre technique. M. Sorensen demande au Secrétariat s'il est jamais arrivé que la Cour ait refusé une fonction extra-juridique, dont un groupe d'Etats lui demandait de se charger. Il demande également des éclaircissements en ce qui concerne la question de savoir s'il faut consulter la Cour : est-il habituel de procéder à cette consultation préalable et quelle forme doit revêtir celle-ci ? Le Président de la Cour pourrait, par exemple, être présent lors de la discussion de la question au sein de l'Assemblée générale.

125. En ce qui concerne la remarque de M. VALENZUELA (Chili) au sujet de la composition de la Cour internationale, où certains Etats non parties au pacte pourraient être représentés, M. SORENSEN (Danemark) insiste sur le fait que les membres de la Cour exercent leurs fonctions avec une entière impartialité, quelle que soit leur nationalité. Il ne saurait y avoir le moindre doute à cet égard.

126. Quant à savoir si la tâche en question entre bien dans le cadre des fonctions de la Cour, il est exact qu'elle serait d'un caractère permanent et qu'il ne s'agirait pas là d'une fonction temporaire comme c'est le cas pour la nomination d'arbitres, de personnes chargées de procéder à une enquête, etc. Toutefois, à tous autres points de vue, M. Sorensen estime que cette tâche serait parfaitement en harmonie avec les fonctions remplies antérieurement par la Cour en ce qui concerne les différends entre Etats.

127. En général, et en attendant que le Secrétariat ait fourni des éclaircissements complémentaires, la délégation du Danemark préfère voir aborder la question d'un point de vue juridique.

128. M. SCHWARTZ (Secrétariat) n'avait pas voulu donner à entendre qu'il existât des cas exactement analogues au cas présent; il a simplement déclaré qu'il n'était pas interdit à la Cour d'accepter cette fonction, et qu'elle n'était pas non plus obligée de l'accepter.

129. Il ne saurait pas dire s'il existe des cas où la Cour ait refusé une fonction extra-juridique qui lui était confiée par un traité. Les cas qu'il a mentionnés concernaient la désignation des membres de tribunaux arbitraux, de commissions de conciliation et d'autres organismes temporaires, qui n'avaient pas un caractère permanent.

130. En ce qui concerne la consultation préalable de la Cour, il existe un exemple de consultation de ce genre, consultation à la suite de laquelle le Président de la Cour a accepté d'assumer les fonctions en question, sous réserve de l'entrée en vigueur d'un accord envisagé.

131. M. HOARE (Royaume-Uni) estime que les représentants du Liban et du Danemark insistent à l'excès sur les aspects juridiques de la question. Le point essentiel pour la Commission est de décider quel est l'organe le plus qualifié pour élire le comité. Quant à lui, il estime que les Etats parties au pacte seraient les plus qualifiés et il rappelle que les membres de la Cour internationale de justice elle-même sont nommés par les Etats.

132. M. Hoare appelle l'attention sur l'emploi fait, dans l'article 5, du mot "élu" et il demande s'il existe des précédents où la Cour ait procédé à une "élection" de ce genre.

133. Enfin, il ne saurait partager la préoccupation du représentant de la France en ce qui concerne la possibilité de créer, sur le plan international, "un Etat dans l'Etat". Si le droit de se présenter devant le comité est limité aux seuls Etats parties au pacte, ces Etats doivent avoir droit de contrôle sur la composition du comité.

134. La PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis, dit qu'elle formulera en même temps ses observations au sujet des articles 4 et 5. Elle partage nombre des vues exprimées par le représentant du Chili et donnera son appui au texte original de l'article 5, avec l'amendement présenté par la délégation belge. Elle ne peut appuyer le principe de l'élection par la Cour internationale de justice; les Etats qui ont assumé les obligations formulées dans le pacte ont le droit d'élire leur propre comité. Des Etats qui

n'auraient pas ratifié le pacte ne doivent, en aucune façon, exercer un contrôle sur la composition de ce comité.

135. En ce qui concerne la question de l'élection par la Cour internationale, la Présidente fait remarquer que la Cour est composée de quinze juges qui peuvent être, ou non des ressortissants d'Etats parties au pacte. La Commission ne peut obliger la Cour à entreprendre la tâche envisagée; en outre, il n'existe, dans le Statut de la Cour, aucune disposition qui l'autorise à procéder à des élections. Mme Roosevelt attire l'attention sur le texte B proposé pour l'article 6 et fait remarquer que si ce texte était adopté, la Cour pourrait se trouver plus tard dans la nécessité de prendre des décisions sur des questions qui auraient été examinées par les personnes qu'elle aurait elle-même nommées. Dans ces conditions, il pourrait être difficile à la Cour de garder une impartialité absolue.

136. Enfin, la Présidente fait remarquer que la procédure d'une élection par les Etats serait moins compliquée que celle d'une élection par la Cour. Des représentants permanents de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sont toujours présents à Lake Success, mais des membres de la Cour peuvent se trouver absents de La Haye au moment où une élection doit avoir lieu et il peut leur être impossible d'y revenir pour y prendre part.

137. M. MALIK (Liban) demande au Secrétariat si l'on connaît un précédent où la Cour ait périodiquement assumé une fonction extra-juridique présentant, à tout prendre, un caractère permanent.

138. M. SCHACHTER (Secrétariat) répond au représentant du Liban qu'il n'a connaissance d'aucun précédent de ce genre.

139. En réponse à la question posée par le représentant du Royaume-Uni au sujet des précédents en ce qui concerne des élections par la Cour, M. Schachter dit ne pas avoir sous la main les instruments internationaux pertinents, et ne pas être sûr qu'ils comportent quelque disposition spéciale au sujet d'une élection. Il pourra, si on le désire, donner ce renseignement à la prochaine séance de la Commission.

140. Mme MEHTA (Inde) estime que les difficultés en face desquelles se trouve la Commission ne sont pas insurmontables. La Commission a entrepris une tâche entièrement nouvelle; elle doit créer des précédents puisqu'il n'existe pas de précédents sur lesquels elle puisse se guider. Elle ne voit,

personnellement, aucune objection à demander à la Cour internationale de justice d'élire un comité, et elle est convaincue que la Cour est l'organe qualifié pour accomplir cette tâche. Une impartialité absolue est indispensable; le comité doit pouvoir inspirer confiance aux peuples du monde. Etant donné que les Etats qui ratifient le pacte peuvent être influencés par diverses considérations, la représentante de l'Inde juge essentiel que cette tâche soit confiée à un organisme indépendant des parties contractantes et n'ayant aucune relation avec elles; c'est de cette façon seulement qu'une véritable impartialité pourra être assurée.

141. M. ORIBE (Uruguay) estime que la question est de la plus haute importance. S'il est exact qu'il n'existe pas de précédent défini de l'exercice de fonctions extra-juridiques particulières par la Cour internationale permanente de Justice, il ne faut pas oublier pourtant que cette dernière existait seulement depuis peu - depuis 1914 jusqu'au début de la deuxième guerre - et que pendant cette période aucun cas ne s'est présenté qui aurait pu nécessiter une telle procédure. Depuis la deuxième guerre mondiale, d'importants développements se sont produits dans la juridiction internationale. Des problèmes tels que la protection des droits de l'homme, pour lesquels le droit classique international ne prévoyait aucune solution, sont maintenant considérés comme relevant de la compétence d'organes internationaux, tels que la Commission des droits de l'homme et la Cour internationale de Justice, laquelle, étant l'organe juridique principal des Nations Unies, doit aider cette Organisation à réaliser ses buts et ses principes. Si l'on examine le Statut de la Cour à la lumière de la Charte de laquelle ce statut fait partie, l'on peut voir que les difficultés techniques invoquées par certains membres peuvent être surmontées et qu'il est possible de confier à la Cour les fonctions envisagées, même si les dispositions de son Statut doivent être amendées en conséquence.

142. La Commission, qui fait oeuvre de pionnier dans le domaine de la protection des droits de l'homme, doit donc se préoccuper exclusivement de la question de fond qui consiste à déterminer les meilleurs moyens d'assurer la protection des droits de l'homme, que ces moyens revêtent l'aspect d'un comité nommé par la Cour internationale, ou d'un comité nommé par les Etats signataires ou par quelque autre organe des Nations Unies; la Commission ne doit pas se laisser décourager par des difficultés techniques. La question de ces difficultés techniques s'est posée antérieurement. Elle s'est posée, par exemple, lorsqu'à

la Conférence de Bogota, en 1948; on a discuté du droit de l'individu à soumettre des pétitions à la Cour internationale, à l'occasion d'une proposition qu'avait formulée la délégation de l'Uruguay, en l'accompagnant d'une recommandation qui visait à modifier dans ce sens le Statut de la Cour. La Conférence ne s'est pas laissée décourager par les difficultés techniques; au contraire, elle a soumis cette proposition à l'examen à son organisme juridique en demandant qu'un rapport à ce sujet soit présenté à la Conférence suivante. Citant la Déclaration générale de 1928 sur le règlement pacifique des différends et l'article 43 du Pacte de Bogota, M. Oribé fait observer qu'il existe une tendance croissante à recourir, dans les questions nationales et internationales, au jugement impartial d'organismes juridiques.

143. En conclusion, M. Oribé insiste pour que la Commission concentre tous ses efforts à la recherche des meilleurs moyens de réaliser ses fins et pour qu'elle ne s'occupe qu'ensuite du règlement des difficultés techniques, qui n'ont qu'une importance secondaire.

144. M. CASSIN (France) déclare que les opinions exprimées par les représentants du Danemark, de l'Inde et de l'Uruguay reflètent sa propre opinion. La question n'est pas de savoir si, aux termes de son statut qui, de toute évidence, ne contient aucune disposition à cet effet, la Cour est compétente pour exercer les fonctions projetées, mais si, au contraire, eu égard à l'exercice traditionnel de fonctions extra-statutaires en vertu de traités internationaux, la Cour pourrait accepter, après mûr examen de la question, la tâche d'élire les membres du Comité. En adoptant la proposition française, la Commission donnerait à la Cour le temps nécessaire pour procéder à un examen préalable de la question et lui permettrait d'exprimer son avis à ce sujet avant que l'Assemblée générale ne prenne une décision définitive.

145. Les arguments relatifs aux difficultés techniques ne supportent pas un examen attentif. Ainsi, le fait que la Commission choisirait les membres du Comité ne signifie pas qu'elle exercerait sur eux une influence ou que le Comité serait responsable devant elle. En ce qui concerne la possibilité pour la Cour de refuser d'exercer cette fonction, les développements les plus récents autorisent M. Cassin à penser que, tenant compte du fait que la question a été jugée d'une importance suffisante pour donner lieu à des propositions aussi exceptionnelles que la création d'un tribunal international chargé de traiter

des violations des droits de l'homme, la Cour ne manquera pas de se rendre compte de la portée de la question, pas plus qu'elle n'hésitera à prendre à ce sujet une mesure sans précédent.

146. D'autre part, la Commission doit également envisager les conséquences d'une décision en faveur d'un comité de caractère exclusif, dont les membres seraient désignés par les seuls Etats signataires du pacte. S'il en était ainsi, l'Assemblée générale pourrait refuser de voter les crédits nécessaires à cet organe. D'autre part, si, même, tous les Etats ne ratifiaient pas immédiatement le Pacte, le Comité en aurait pas moins à veiller à la protection des droits de l'homme dans tous les Etats, et c'est pourquoi il devrait être nommé par la Cour internationale. M. Cassin rappelle à ce propos que l'OIT a créé une commission spéciale pour examiner, chaque année, les ratifications des conventions de l'OIT par les Etats; l'on ne s'est pas préoccupé, dans ce cas, de savoir si les Etats dont les membres de la Commission étaient ressortissants, avaient ratifié une convention donnée. L'impartialité des membres de cette commission n'a jamais été mise en doute en raison de leur nationalité. Les Etats qui ont ratifié les pactes de l'OIT n'ont jamais estimé que les membres de cette commission devaient être nommés uniquement par les Etats signataires et non pas par l'OIT tout entière. Si le comité qu'on envisage d'instituer avait dû s'intéresser à des pétitions émanant d'individus, M. Cassin aurait peut-être jugé qu'il conviendrait, en composant le comité, de tenir compte du principe de réciprocité. Toutefois, le comité traitera uniquement, en fait, de problèmes existant entre les Etats; il doit donc être nommé par la Cour internationale afin d'assurer les relations nécessaires entre l'organisme projeté et la Cour internationale.

147. En ce qui concerne l'observation du représentant du Royaume-Uni selon laquelle l'organisme proposé n'aurait qu'un rôle limité, M. Cassin rappelle que la Commission, ayant estimé qu'un comité spécial serait inadéquat, avait décidé d'accorder au comité un statut permanent. M. Cassin insiste donc pour que la Commission, si elle entend disposer d'un organisme permanent efficace pour la mise en vigueur du pacte des droits de l'homme, donne à cet organisme la composition appropriée sans se soucier de créer des précédents. Comparées à l'ampleur de la tâche à accomplir, les difficultés techniques paraissent insignifiantes.

148. M. VALENZUELA (Chili), parlant des articles 38 et 50 du Statut de la Cour, fait observer que la Cour ne peut considérer l'usage international comme un précédent.

149. M. WHITLAM (Australie) estime que la question dont la Commission est saisie est d'une importance fondamentale. La question de la compétence de la Cour n'est pas concluante, car il n'y a pas de raison pour que la Cour n'exerce pas certaines fonctions si elle est requise de le faire aux termes du pacte. La Commission semble craindre qu'un comité nommé par les Etats signataire du pacte pourrait n'être pas entièrement qualifié pour exercer des fonctions quasi-judiciaires. D'autre part, des arguments ont été avancés en faveur de cette méthode de nomination qu'un certain nombre de représentants estiment plus logique. Toutefois, M. Whitlam pense que cette procédure donnerait une trop grande latitude aux gouvernements, qui n'ont pas toujours une expérience pratique de ces problèmes. Etant donné l'importance de la question et sa nature litigieuse, M. Whitlam se prononcera donc provisoirement en faveur de la nomination par la Cour internationale, afin que la proposition à cet effet puisse être transmise à l'Assemblée générale pour nouvel examen.

150. La PRESIDENTE fait savoir qu'il sera procédé à un vote par division sur l'article 5. Elle met d'abord aux voix la première partie de l'Article 5 qui est ainsi conçue : "Le Comité est élu par les Etats signataires du pacte". Si cette phrase est adoptée, la variante soumise par la France sera automatiquement considérée comme rejetée.

Par 8 voix contre 6, avec une abstention, la première partie de l'Article 5 est adoptée.

151. La PRESIDENTE ouvre ensuite la discussion sur l'amendement soumis par la délégation de la Belgique.

152. Mme MENHA (Inde) doute qu'il soit nécessaire d'insérer dans cet article des dispositions spéciales au sujet de la procédure d'élection des membres du Comité. Elle se demande s'il ne serait pas possible de suivre la méthode employée par les autres organes des Nations Unies.

153. M. SCHACHTER (Secrétariat) explique que la procédure suivie par les organismes des Nations Unies est énoncée dans leurs règlements intérieurs respectifs et qu'elle ne s'appliquera pas automatiquement au cas présent. Il serait donc préférable de définir cette méthode dans l'article lui-même ou de confier ce soin au Comité.

154. M. ORIBE (Uruguay) fait remarquer , au sujet de l'amendement belge, que d'après les propositions dont la Commission est maintenant saisie, tout le dispositif de mise en vigueur tout entier reposera sur la bonne volonté des Etats. Etant donné la situation actuelle et compte tenu de l'importance de la question dont il s'agit, cela ne suffit pas.

155. Examinant l'amendement belge, M. Oribe constate que le document n'établit pas s'il est nécessaire d'atteindre un quorum des Etats signataires du pacte avant que ces Etats puissent procéder au choix des membres du Comité. M. Oribe désire également savoir si l'amendement prévoit une procédure définie pour la convocation des réunions et si ces réunions auront un caractère officiel.

156. M. NISOT (Belgique) déclare que les réunions seraient officielles. Les Etats ratifiant le pacte sont certainement conscients des responsabilités qu'ils assument en ce domaine et l'on peut s'attendre à ce qu'ils se fassent représenter aux séances. Dans le cas où certains Etats ne se feraient pas représenter, cet organisme n'en aurait pas moins la faculté de prendre les mesures appropriées. M. Nisot ne voit pas par conséquent la nécessité de prévoir un quorum.

157. M. ORIBE (Uruguay) pense que l'amendement devrait contenir une disposition prévoyant un quorum.

Après échange de vues, il est décidé de statuer immédiatement sur l'amendement belge ; le représentant de l'Uruguay présentera son amendement relatif à un quorum lors de l'examen de l'article 6 A.

158. La PRESIDENTE met alors aux voix l'amendement belge.

Par 8 voix contre zéro, avec 7 abstentions, l'amendement belge est adopté.

159. La PRESIDENTE met aux voix le reste de la phrase, à l'exclusion de l'amendement belge.

Par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le reste de la phrase est adopté.

160. La PRESIDENTE met aux voix la deuxième phrase de l'article 5.

Par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la deuxième phrase de l'article 5 est adoptée.

161. La PRESIDENTE met aux voix la dernière phrase de l'article 5.

Par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la dernière phrase est adoptée.

162. La PRESIDENTE met aux voix l'article 5 amendé.

Par 8 voix contre 5, avec une abstention, l'article 5 ainsi amendé est adopté.

163. La PRESIDENTE demande si la décision prise relativement au mode d'élection du Comité doit automatiquement entraîner la modification des dispositions correspondantes des articles 4, 6, 7 et 12.

Il en est ainsi décidé.

164. M. CASSIN (France) estime que la décision que vient de prendre la Commission compromet gravement le fonctionnement du mécanisme international nécessaire pour assurer la protection des droits de l'homme. Il craint que l'organisme d'un caractère exclusif que l'on vient d'adopter ne puisse, par sa nature politique, créer de dangereux précédents de partialité. Il eût été préférable, dans ces circonstances, que la Commission adoptât la proposition du Royaume-Uni qui envisageait la création d'un comité spécial ; cette décision n'aurait pas, au moins, donné naissance à des espoirs trompeurs, mais elle aurait nettement montré au monde que l'Organisation des Nations Unies n'était pas encore prête à créer un organisme permanent à ce sujet.

165. Mme MEHTA (Inde) est d'accord avec le représentant de la France. Le vote auquel la Commission vient de procéder est extrêmement décevant. Ce serait en effet une illusion de croire qu'un comité permanent élu par les parties contractantes au pacte demeurera impartial dans les cas intéressant les Etats mêmes qui l'ont élu.

166. M. THEODOROPoulos (Grèce) déclare qu'il a voté pour l'article tel qu'il a été adopté par la Commission. Il s'élève contre la déclaration de la représentante de l'Inde ; la décision de la Commission n'a pas été guidée par le désir de faire obstacle à l'impartialité, mais au contraire par le désir de prévoir un organisme juridiquement et politiquement conçu pour traiter des questions qui lui seront soumises.

167. M. MALIK (Liban) fait observer que la question a été amplement discutée par la Commission et que des efforts répétés ont été tentés en vue de concilier les vues opposées. Toutefois, il n'a pas été possible de trouver un compromis et la Commission vient de se prononcer en faveur de la nomination par les Etats contractants. Bien que le vote ait été assez partagé, M. Malik insiste pour que les membres de la minorité, dans un esprit de coopération démocratique, se rangent à l'avis de la majorité. M. Malik n'est pas d'accord avec les remarques de la représentante de l'Inde, en ce qui concerne la

partialité éventuelle du Comité. La Commission peut présumer que le Comité sera impartial et que les parties contractantes au pacte auront la sagesse de choisir comme membres de cet organisme les personnes les plus qualifiées.

168. M. ORIBE (Uruguay) fait observer que la discussion a mis en lumière une question capitale. C'est précisément à cause de l'importance qu'il attache à cette question tout entière que M. Oribe s'est continuellement efforcé de donner au texte en discussion la plus grande clarté possible et qu'il s'est efforcé aussi d'en faire ressortir les conséquences. C'est pour cette raison encore qu'il a exprimé quelques craintes à l'égard de l'amendement belge qui comporte de nombreuses lacunes et qui fait reposer le système tout entier sur la bonne volonté des Etats signataires, ce qui est particulièrement dangereux lorsqu'il s'agit des droits de l'homme.

169. M. Oribe déclare, pour conclure, que, malgré sa propre opinion à ce sujet, il accepte la décision de la majorité. En effet, le système que cette majorité vient d'adopter, bien qu'il ait une portée moins grande qu'on pourrait le souhaiter, constitue le plus grand progrès réalisé dans le domaine des droits de l'homme, dont la protection dépend de la coopération des gouvernements.

La séance est levée à 18 heures 40.